

francophones de l'extérieur du Québec pourraient être associés au Sommet de Québec. J'ai l'intention de poursuivre ce dialogue et ces consultations de façon assidue.

Je ne crois pas que tous les francophones canadiens puissent avoir un meilleur représentant au Sommet que le premier ministre

Mulroney, qui a su s'entendre avec le Québec et le Nouveau-Brunswick, comme je l'ai déjà dit, pour que la réalité canadienne puisse s'exprimer dans la francophonie.

Pourtant les francophones de l'Ontario pourraient participer de la façon la plus directe à la réalisation de la Francophonie mondiale. Mon gouvernement, en effet, continue d'espérer que le gouvernement ontarien reconnaitra bientôt la langue française de façon officielle. Nous reconnaissons bien sûr que des progrès importants ont été réalisés pour faciliter aux francophones l'accès aux services et à l'éducation dans leur langue. La culmination de ce progrès pourrait être la reconnaissance du français comme langue officielle en Ontario. En reconnaissant ainsi l'apport important qu'ont fait et continuent de faire les Franco-Ontariens à son développement, la province la plus peuplée et la plus prospère du Canada pourrait espérer se prévaloir de la même entente qui définit la participation du Québec et du Nouveau-Brunswick au Sommet de la Francophonie. Au Sommet de Paris, le ministre ontarien Bernard Grandmaître avait été invité à représenter le gouvernement ontarien. La délégation canadienne aurait tout à gagner de la contribution d'un représentant du gouvernement de la province où vit